



LES FRANÇAIS, L'INDUSTRIE ET LE DÉCLIN DES TERRITOIRES

Février 2022

N° 118701

Contacts Ifop :

Jérôme Fourquet / Flora Baumlin / Chloé Tegny

Département Opinion et Stratégies d'Entreprise

01 45 84 14 44

prenom.nom@ifop.com



SOMMAIRE

LA METHODOLOGIE

LES RÉSULTATS DE L'ÉTUDE

A - Perceptions du déclin des territoires

B - L'industrie et les territoires

C - Attentes des Français en matière de soutien à leurs territoires

LES GRANDS ENSEIGNEMENTS

1 | *Rappel de la méthodologie*

LA MÉTHODOLOGIE

L'enquête a été menée auprès d'un échantillon de **4 802** personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. Parmi elles :

- 400 personnes sont issues de la région Île-de-France
- 400 personnes sont issues de la région Grand-Est
- 400 personnes sont issues de la région Nouvelle-Aquitaine
- 401 personnes sont issues de la région Auvergne-Rhône-Alpes
- 400 personnes sont issues de la région Bourgogne-Franche-Comté
- 400 personnes sont issues de la région Bretagne
- 400 personnes sont issues de la région Centre-Val-de-Loire
- 400 personnes sont issues de la région Occitanie
- 401 personnes sont issues de la région Hauts-de-France
- 400 personnes sont issues de la région Normandie
- 400 personnes sont issues de la région Pays de la Loire
- 400 personnes sont issues de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur et Corse

La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée) après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Les interviews ont été réalisées par questionnaire auto-administré en ligne du 18 au 24 janvier 2022.

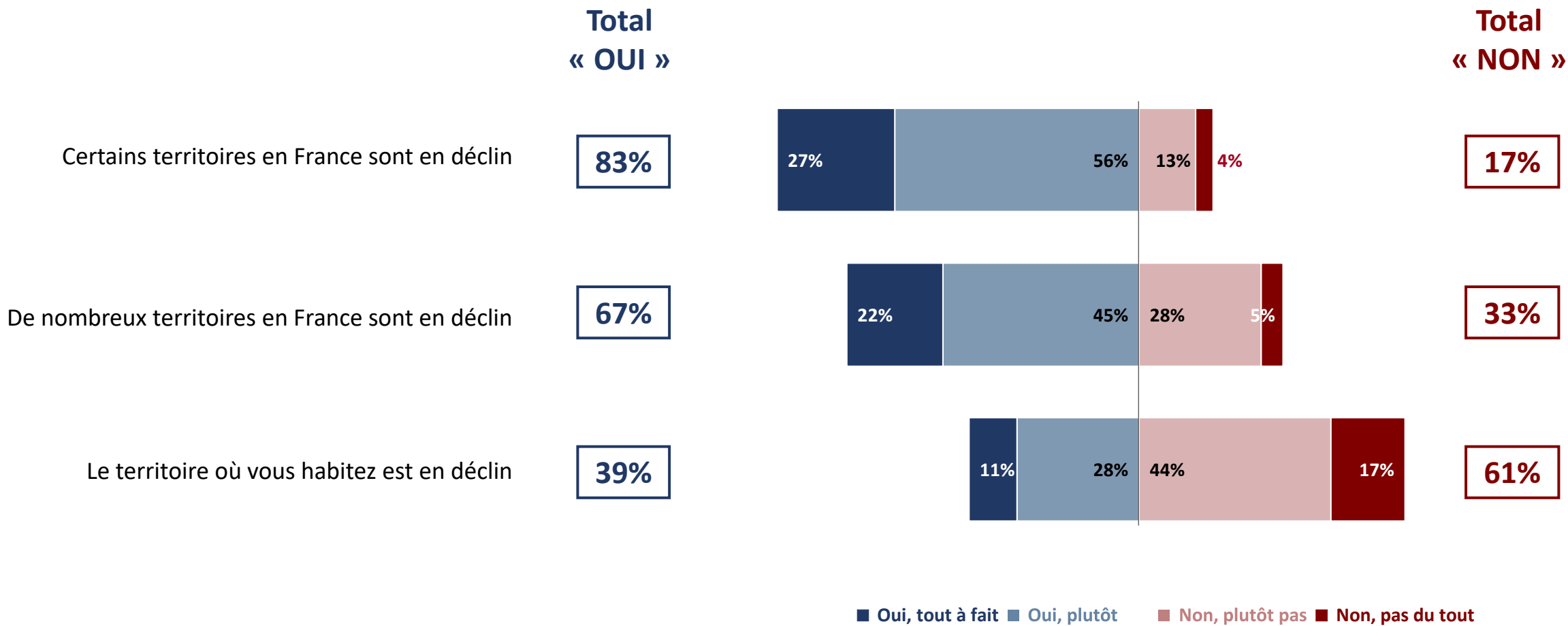
2 | *Les résultats de l'enquête*

A

Perceptions du déclin des territoires

LE SENTIMENT DE DÉCLIN VIS-À-VIS DES TERRITOIRES EN FRANCE (1/2)

Question : Vous personnellement avez-vous le sentiment que... ?

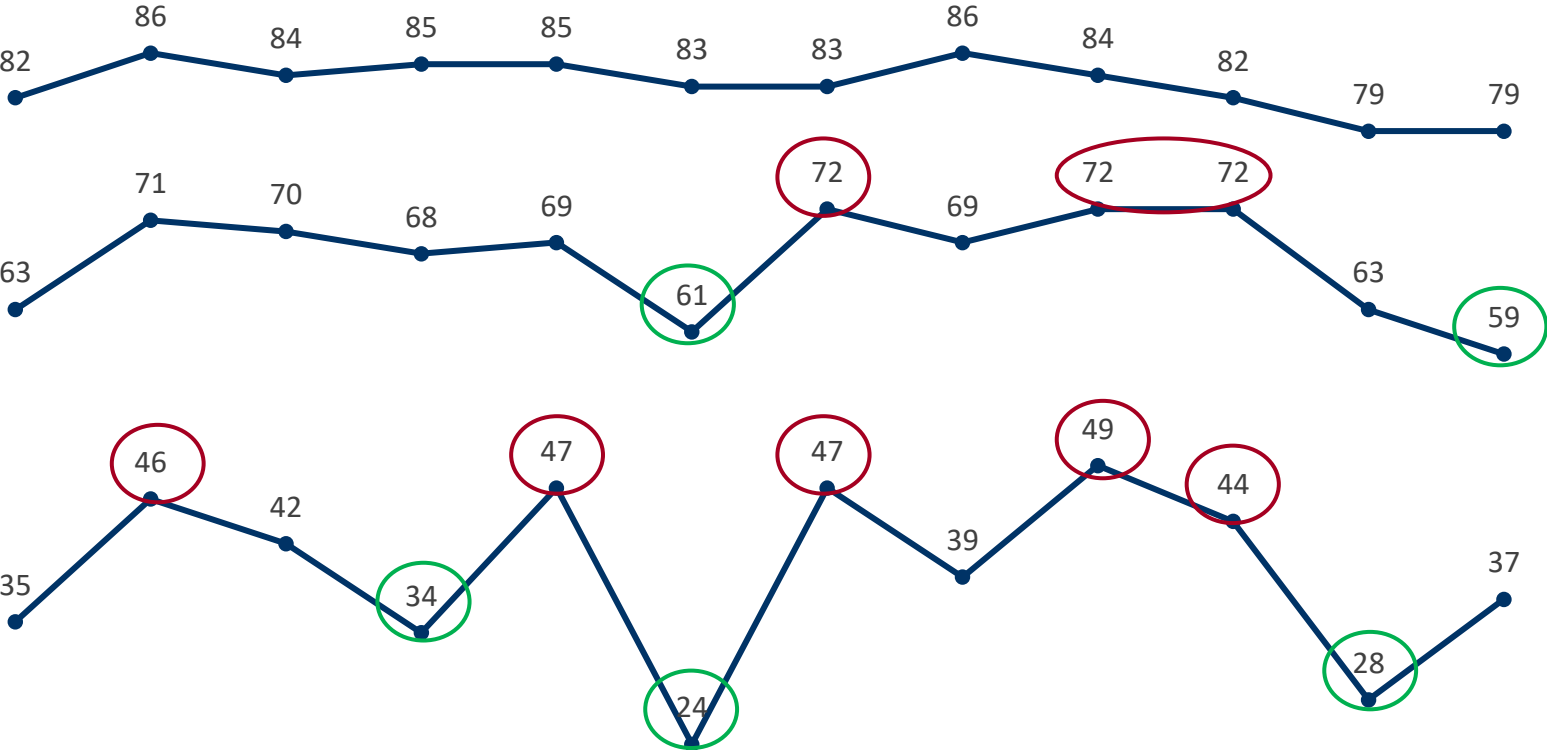
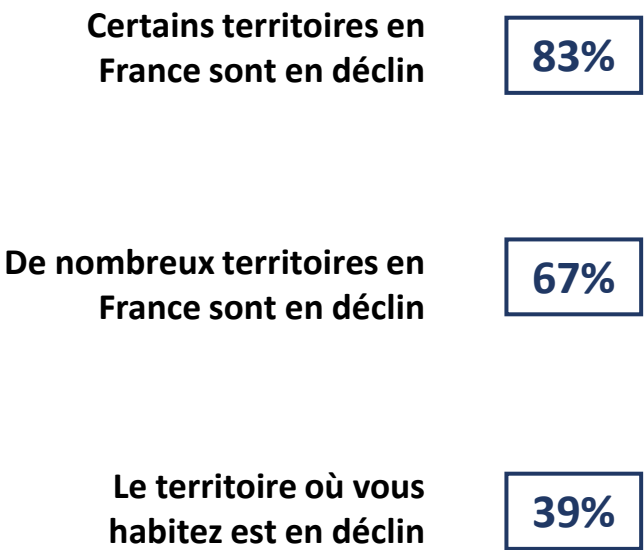


LE SENTIMENT DE DÉCLIN VIS-À-VIS DES TERRITOIRES EN FRANCE (2/2)

Question : Vous personnellement avez-vous le sentiment que... ?

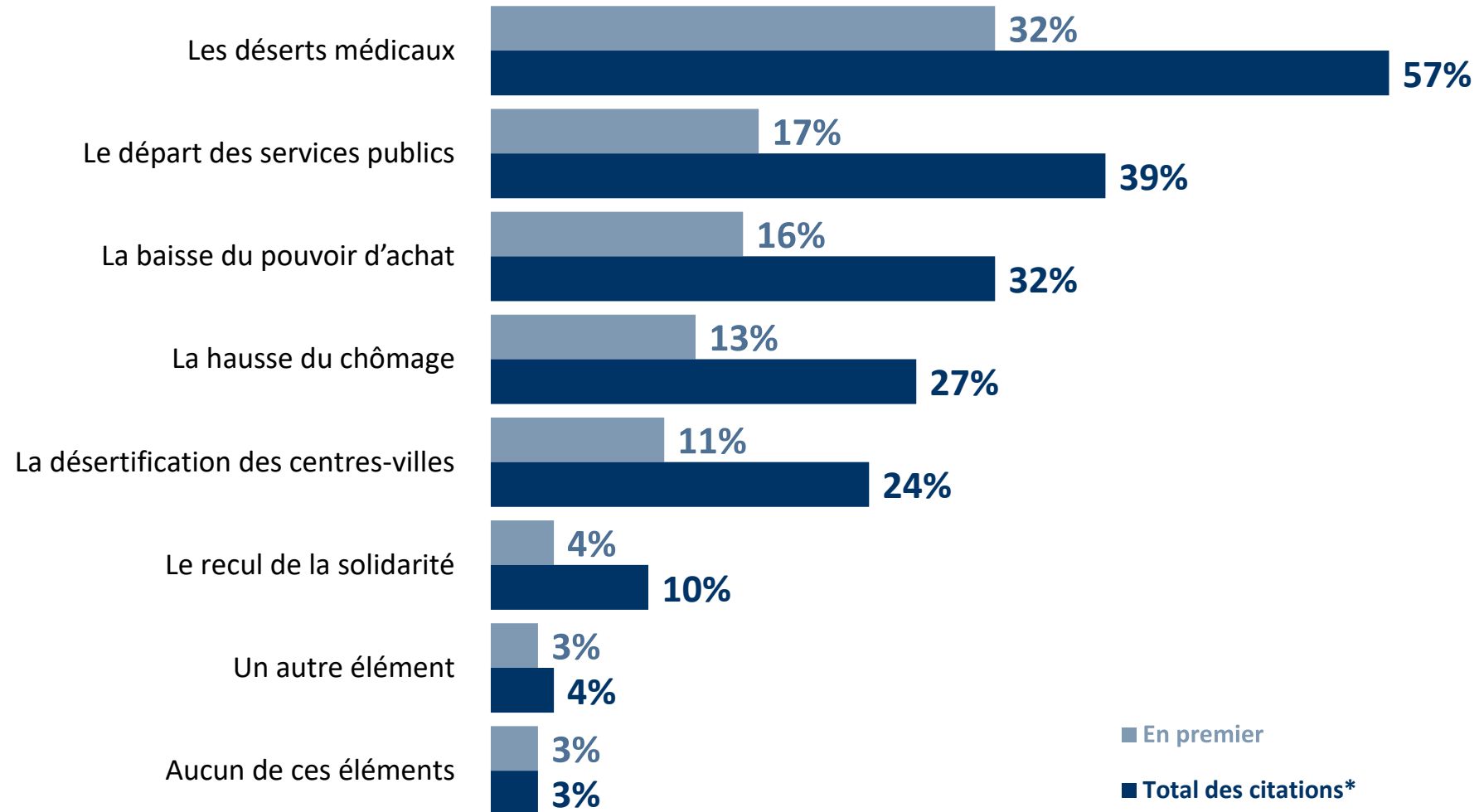
Récapitulatif : TOTAL Oui

Île-de-France	Grand Est	Nouvelle-Aquitaine	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Occitanie	Hauts-de-France	Normandie	Pays de la Loire	PACA, Corse
---------------	-----------	--------------------	----------------------	-------------------------	----------	---------------------	-----------	-----------------	-----------	------------------	-------------



LES ÉLÉMENTS QUALIFIANT LE MIEUX LE DÉCLIN DES TERRITOIRES EN FRANCE (1/2)

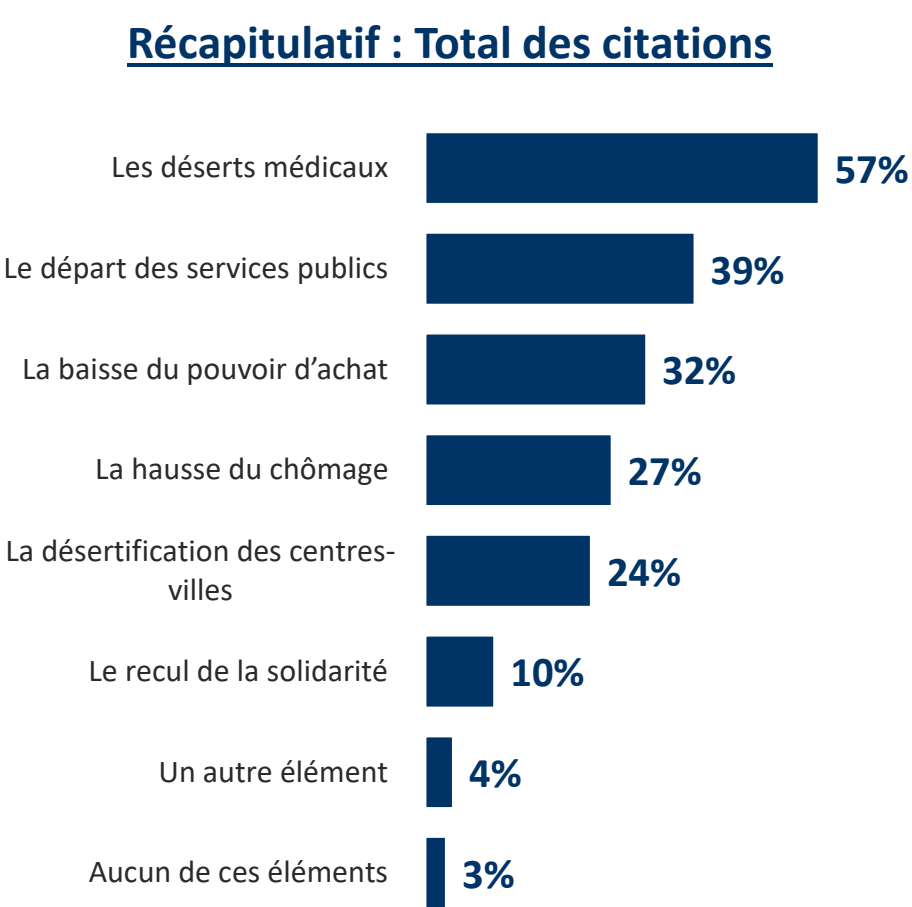
Question : Pour vous, quels éléments qualifient le mieux le déclin des territoires ? En premier ? En second ?



(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

LES ÉLÉMENTS QUALIFIANT LE MIEUX LE DÉCLIN DES TERRITOIRES EN FRANCE (2/2)

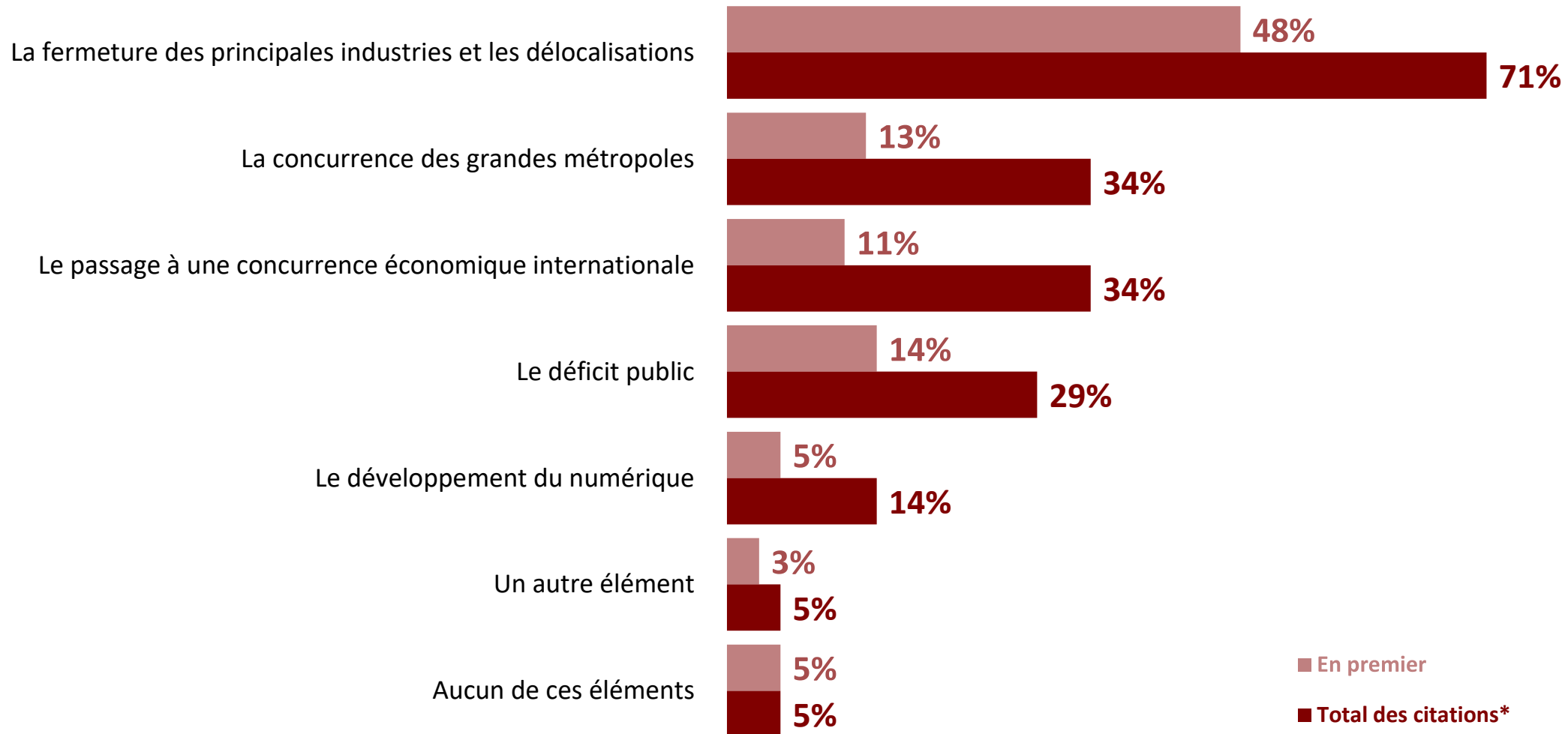
Question : Pour vous, quels éléments qualifient le mieux le déclin des territoires ? En premier ? En second ?



Île-de-France	Grand Est	Nouvelle-Aquitaine	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Occitanie	Hauts-de-France	Normandie	Pays de la Loire	PACA, Corse
54	54	64	61	63	61	68	58	46	63	65	47
37	37	44	39	40	44	40	39	27	42	39	41
29	36	32	32	30	24	28	28	42	28	31	36
30	30	20	26	24	22	24	27	36	26	22	25
26	24	22	21	22	25	22	22	29	20	24	21
11	10	10	10	11	9	9	13	10	7	8	14
3	5	4	4	3	6	3	5	3	2	5	7
4	2	2	3	3	3	2	3	4	5	2	4

LES ÉLÉMENTS À L'ORIGINE DU DÉCLIN DES TERRITOIRES (1/2)

Question : Et selon vous, quels sont les éléments à l'origine du déclin des territoires ? En premier ? En second ?

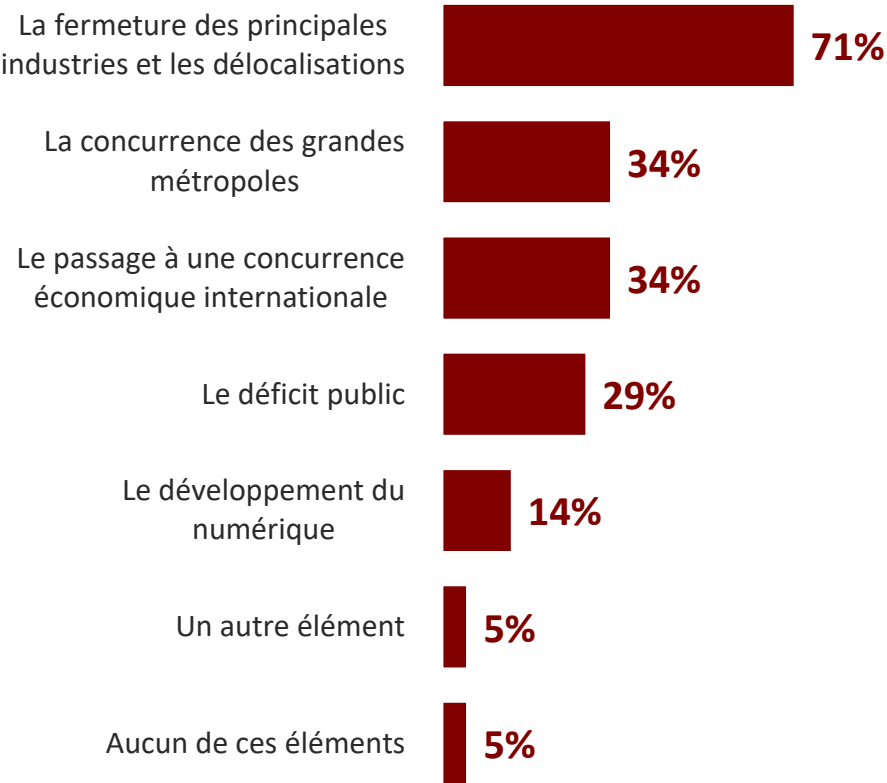


(*) Total supérieur à 100, les interviewés ayant pu donner deux réponses

LES ÉLÉMENTS À L'ORIGINE DU DÉCLIN DES TERRITOIRES (2/2)

Question : Et selon vous, quels sont les éléments à l'origine du déclin des territoires ? En premier ? En second ?

Récapitulatif : Total des citations



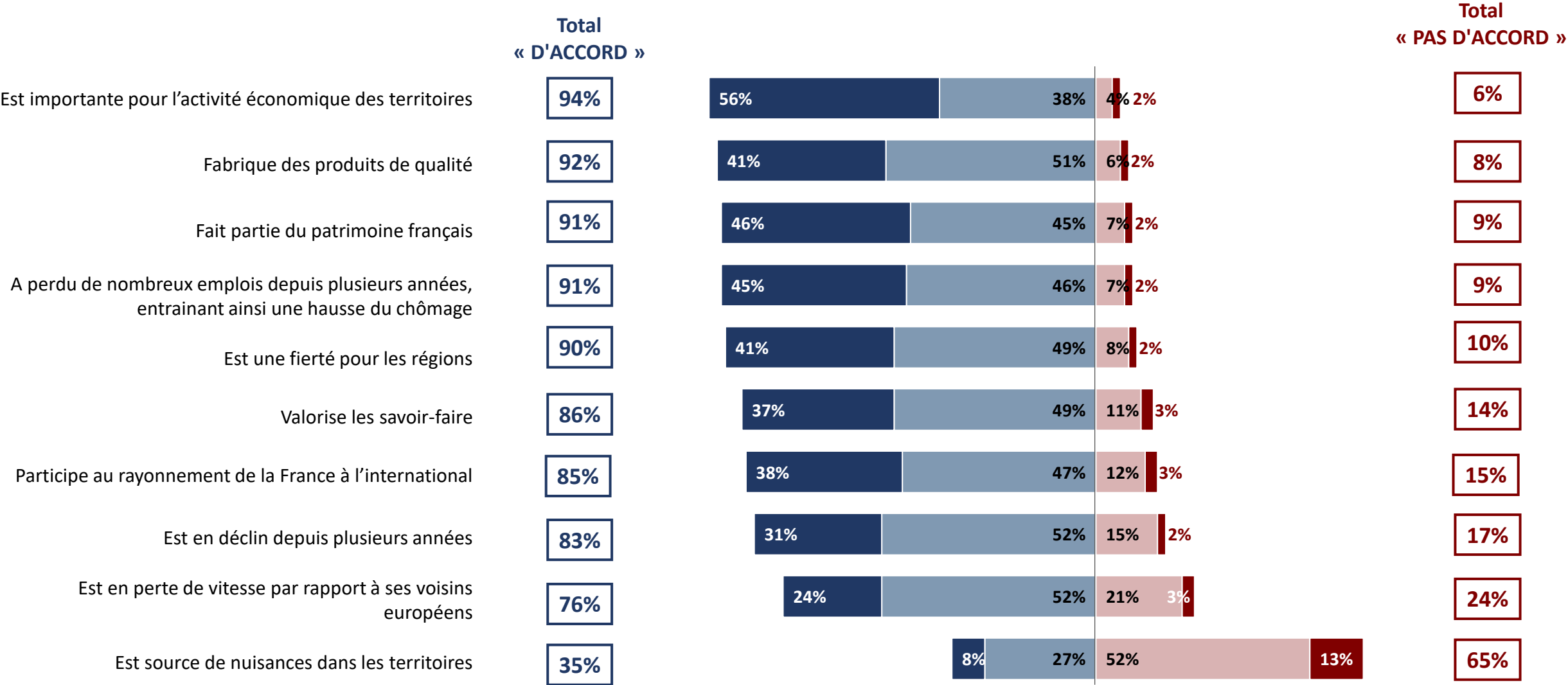
Île-de-France	Grand Est	Nouvelle-Aquitaine	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Occitanie	Hauts-de-France	Normandie	Pays de la Loire	PACA, Corse
68	72	74	73	71	73	68	72	68	72	69	66
35	30	34	41	32	34	32	34	29	32	37	29
29	40	32	33	35	32	36	34	36	36	34	37
30	30	28	28	28	27	29	28	32	24	29	30
15	14	11	13	15	12	13	16	17	14	14	16
3	1	6	3	6	5	6	6	6	4	5	6
8	5	6	4	5	6	6	3	5	8	5	5

B

L'industrie et les territoires

L'IMAGE DÉTAILLÉE DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE (1/2)

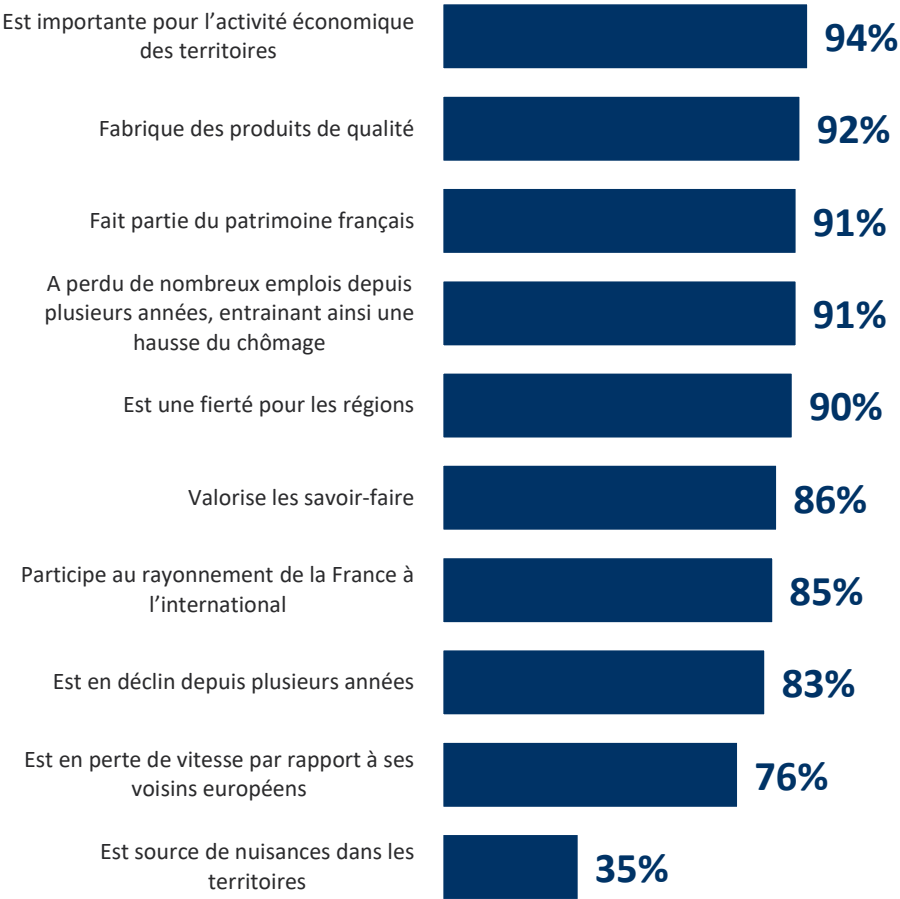
Question : Et êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant l'industrie en France. L'industrie française...



L'IMAGE DÉTAILLÉE DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE (2/2)

Question : Et êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant l'industrie en France. L'industrie française...

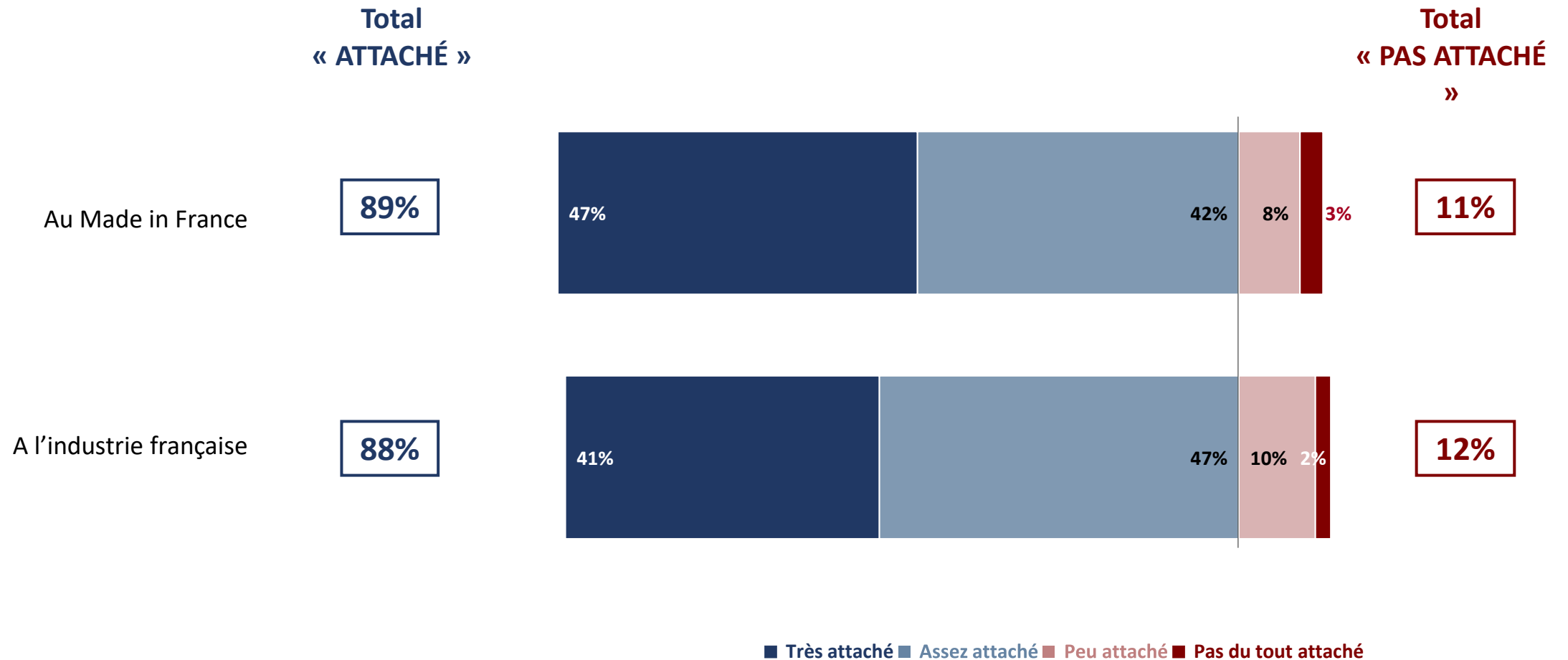
Récapitulatif : TOTAL D'accord



Île-de-France	Grand Est	Nouvelle-Aquitaine	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Occitanie	Hauts-de-France	Normandie	Pays de la Loire	PACA, Corse
93	96	94	96	95	96	94	95	95	91	94	94
92	92	90	95	90	95	92	94	90	92	93	89
89	93	91	93	94	93	89	94	92	89	90	88
89	93	87	93	91	89	92	94	91	89	87	91
88	86	90	91	91	93	90	89	92	89	90	87
88	85	88	90	86	87	83	84	86	83	85	84
83	81	85	89	88	86	86	85	84	85	87	82
83	83	86	87	86	81	83	87	84	81	76	80
73	77	75	80	77	76	79	78	75	76	71	74
39	34	34	35	27	27	32	36	42	34	30	36

L'ATTACHEMENT À L'INDUSTRIE FRANÇAISE ET AU MADE IN FRANCE (1/2)

Question : Diriez-vous que vous êtes attaché ou pas attaché ?



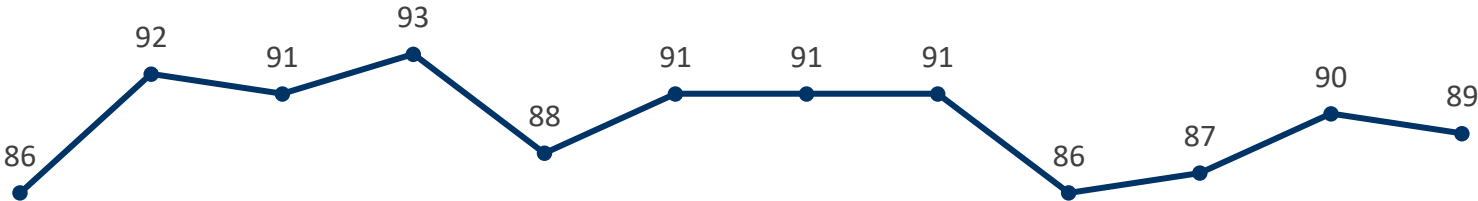
L'ATTACHEMENT À L'INDUSTRIE FRANÇAISE ET AU MADE IN FRANCE (2/2)

Question : Diriez-vous que vous êtes attaché ou pas attaché ?

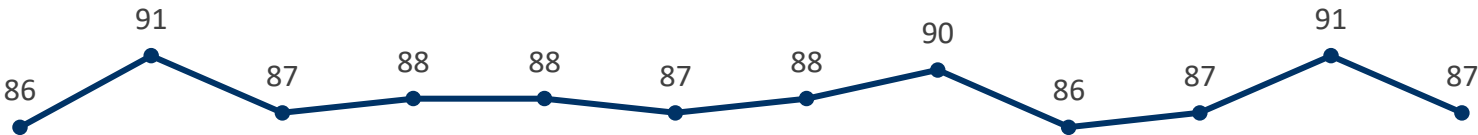
Île-de-France	Grand Est	Nouvelle-Aquitaine	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Occitanie	Hauts-de-France	Normandie	Pays de la Loire	PACA, Corse
---------------	-----------	--------------------	----------------------	-------------------------	----------	---------------------	-----------	-----------------	-----------	------------------	-------------

Récapitulatif : TOTAL Attaché

Au Made in France **89%**

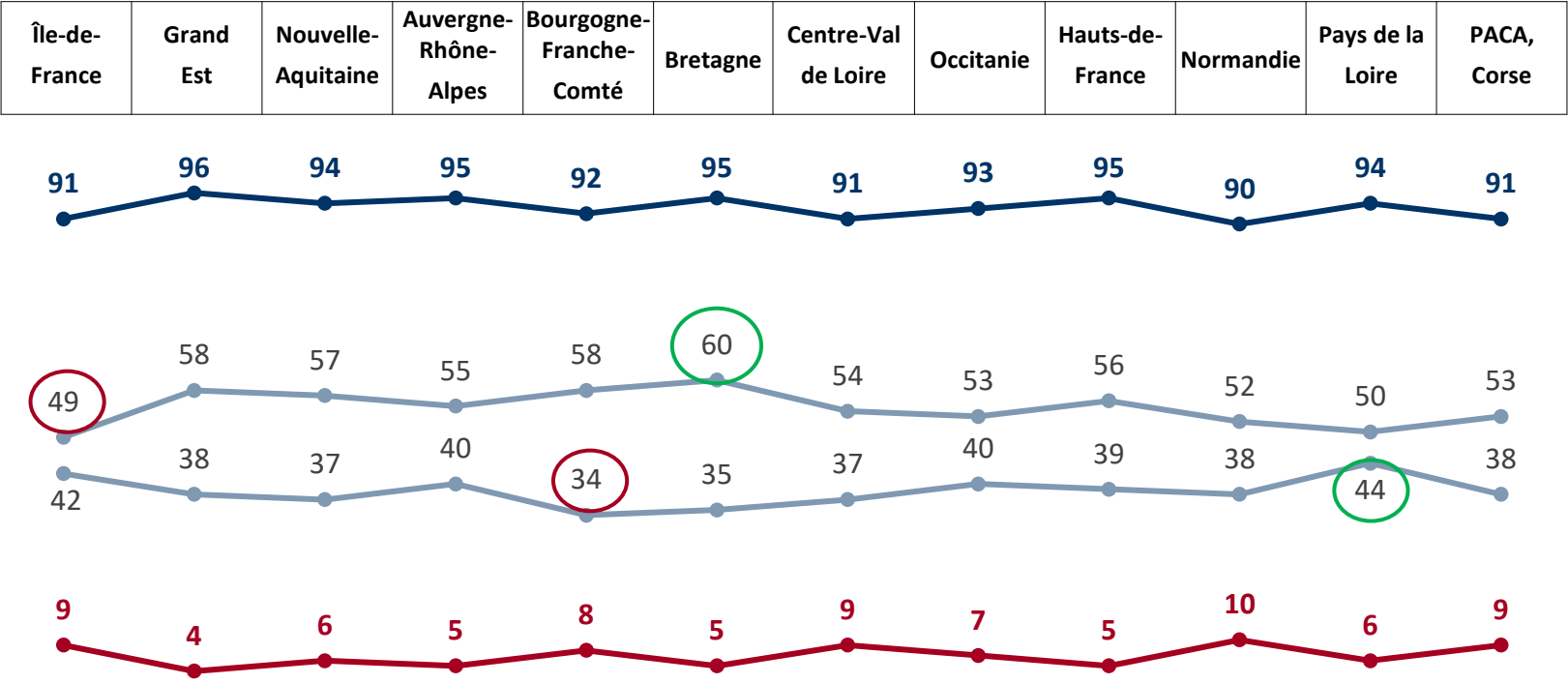
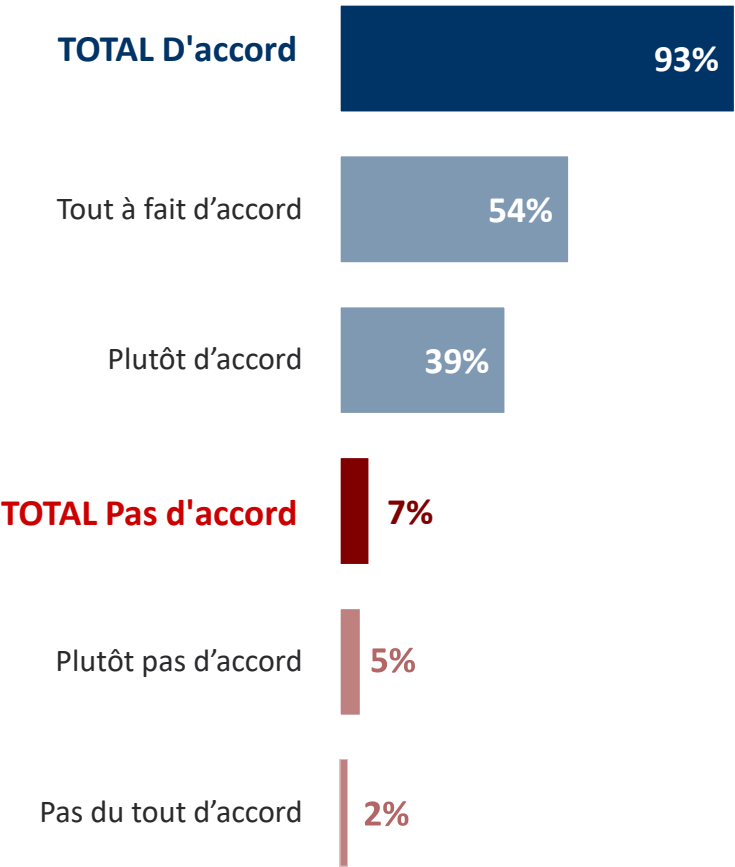


A l'industrie française **88%**



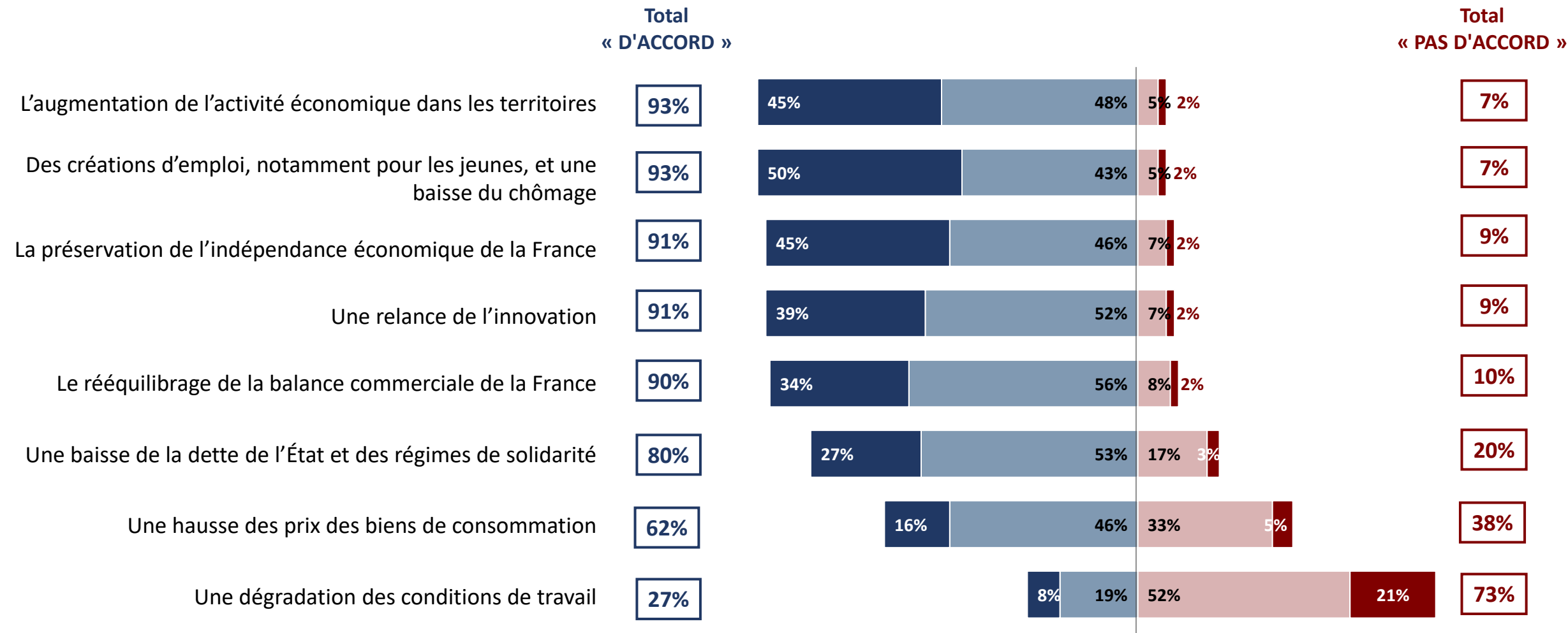
L'OPINION QUANT À LA MISE EN LUMIÈRE PAR LA CRISE DU COVID-19 DE LA DÉSINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE

Question : Êtes-vous d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : La crise du Covid a mis en lumière les conséquences, notamment sociales, de la désindustrialisation de la France (masques, gel, respirateurs,...) ?



L'IMAGE DÉTAILLÉE DES CONSÉQUENCES QUE POURRAIT ENTRAÎNER UNE RÉINDUSTRIALISATION (1/2)

Question : Et êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant la réindustrialisation.
La réindustrialisation de la France entraînerait...



L'IMAGE DÉTAILLÉE DES CONSÉQUENCES QUE POURRAIT ENTRAÎNER UNE RÉINDUSTRIALISATION (2/2)

Question : Et êtes-vous d'accord avec les affirmations suivantes concernant la réindustrialisation.
La réindustrialisation de la France entrainerait...

Récapitulatif : TOTAL D'accord



Île-de-France	Grand Est	Nouvelle-Aquitaine	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Occitanie	Hauts-de-France	Normandie	Pays de la Loire	PACA, Corse
92	93	91	96	93	95	92	94	94	92	92	93
93	93	91	97	92	94	92	94	91	91	94	92
89	91	94	95	93	92	89	92	92	89	91	92
90	91	89	93	92	92	92	91	92	90	91	89
84	89	90	93	88	92	90	92	92	90	91	91
80	81	72	85	80	83	80	80	82	78	79	78
67	63	65	65	56	61	63	59	62	53	65	57
27	24	29	28	23	26	26	26	32	25	29	26

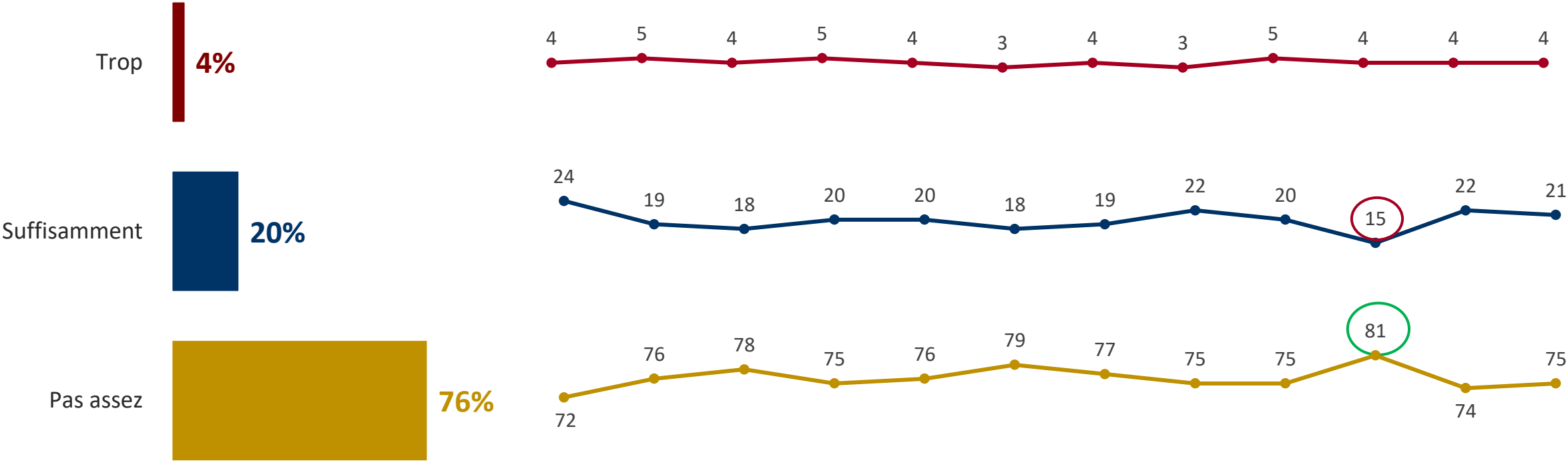
C

Attentes des Français en matière de soutien à leurs territoires

L'ÉVOCACTION DE LA LUTTE CONTRE LE DÉCLIN DES TERRITOIRES DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE POUR L'ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE DE 2022

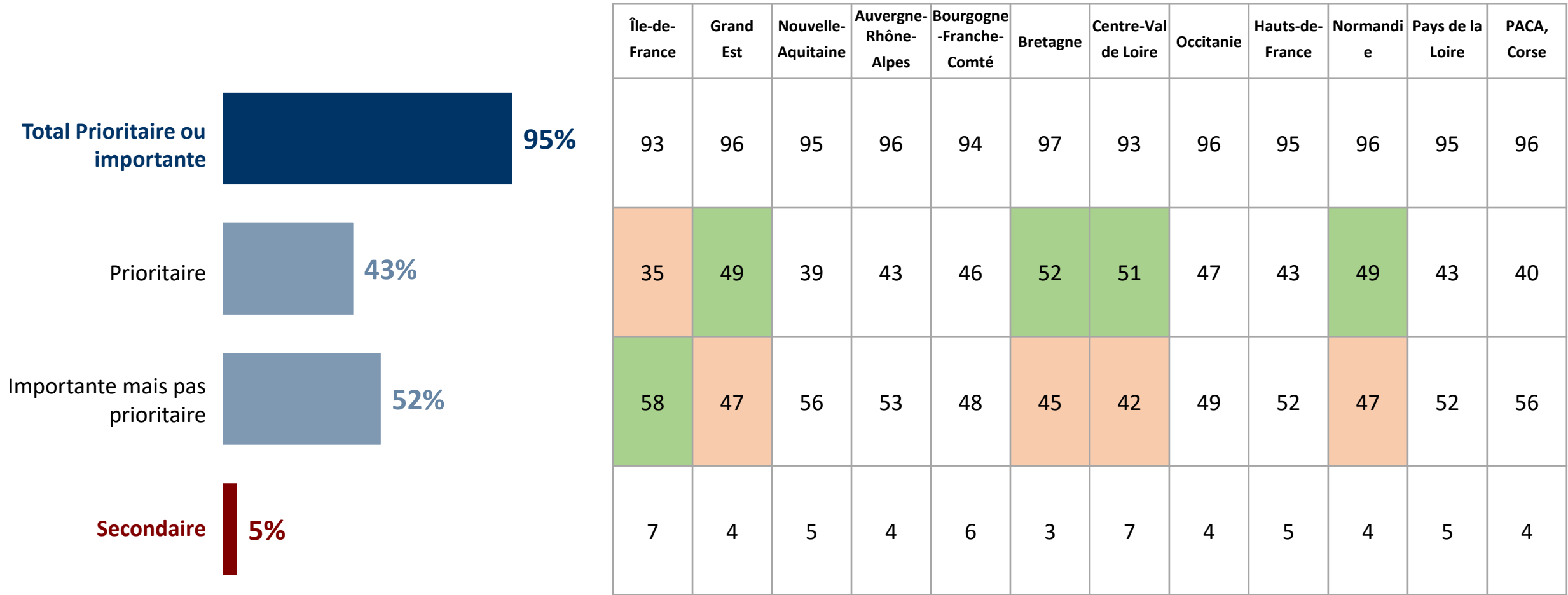
Question : Selon vous, la lutte contre le déclin des territoires est-elle pour le moment trop, suffisamment ou pas assez évoquée par les candidats dans la campagne pour l'élection présidentielle de 2022 ?

Île-de-France	Grand Est	Nouvelle-Aquitaine	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Occitanie	Hauts-de-France	Normandie	Pays de la Loire	PACA, Corse
---------------	-----------	--------------------	----------------------	-------------------------	----------	---------------------	-----------	-----------------	-----------	------------------	-------------



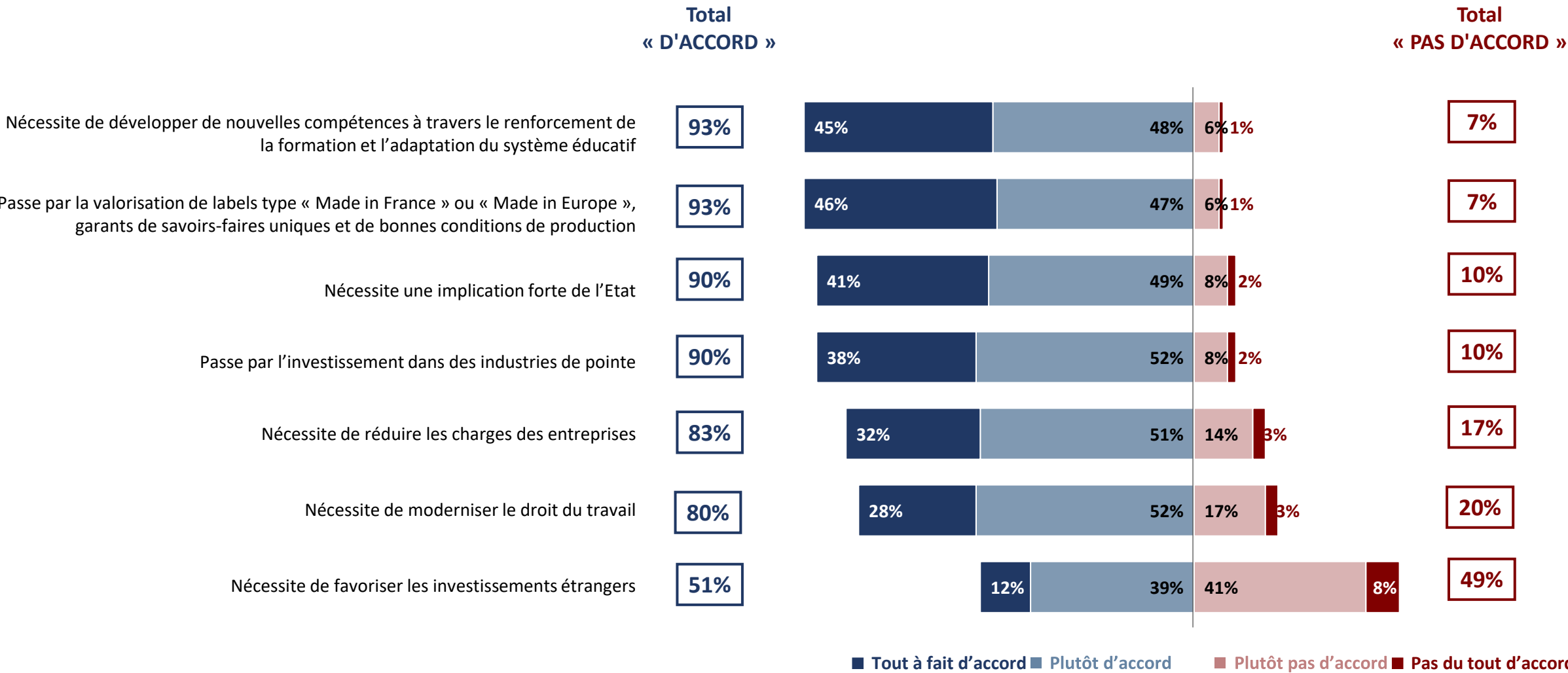
LE NIVEAU DE PRIORITÉ QUI DEVRAIT ÊTRE ACCORDÉ À LA THÉMATIQUE DE LA RÉINDUSTRIALISATION DU PAYS DANS LE CADRE DE LA COURSE À LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE

Question : Et plus spécifiquement, la réindustrialisation du pays doit-elle être selon vous une thématique prioritaire, importante mais pas prioritaire ou secondaire, pour les candidats à la présidence de la république ?



L'IMAGE DÉTAILLÉE DES MOYENS NÉCESSAIRES À LA RÉINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE (1/2)

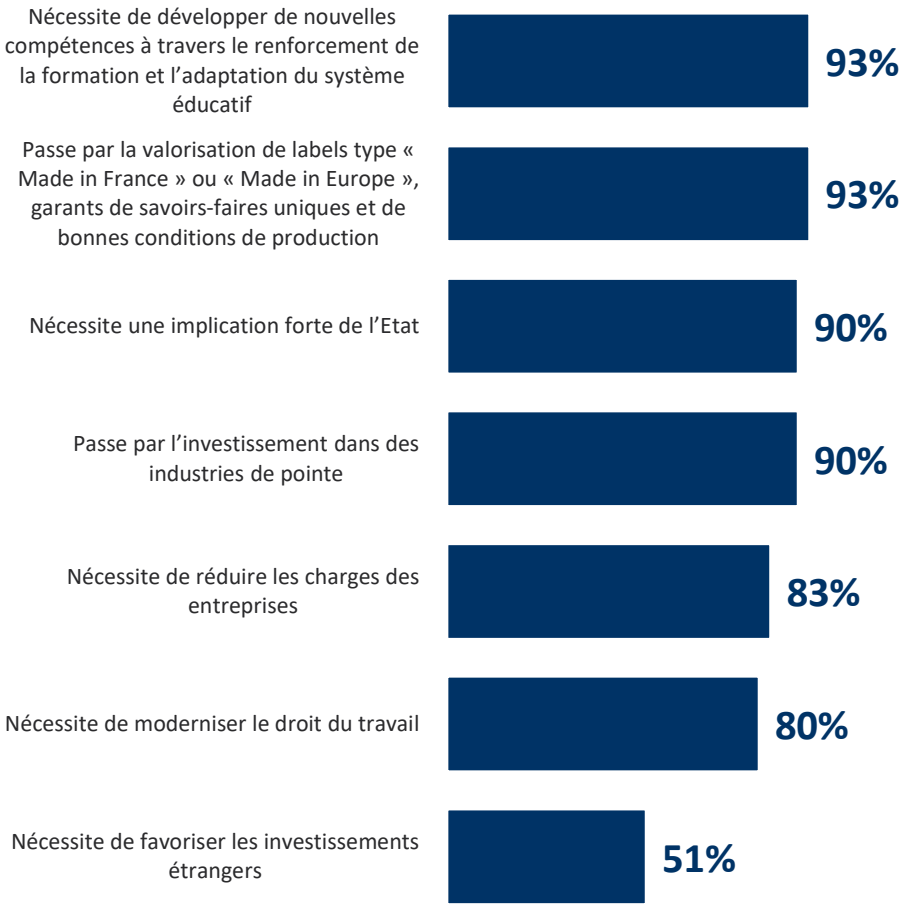
Question : Concernant la réindustrialisation de la France, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes.
La réindustrialisation de la France...



L'IMAGE DÉTAILLÉE DES MOYENS NÉCESSAIRES À LA RÉINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE (2/2)

Question : Concernant la réindustrialisation de la France, indiquez si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec chacune des affirmations suivantes.
La réindustrialisation de la France...

Récapitulatif : TOTAL D'accord



Île-de-France	Grand Est	Nouvelle-Aquitaine	Auvergne-Rhône-Alpes	Bourgogne-Franche-Comté	Bretagne	Centre-Val de Loire	Occitanie	Hauts-de-France	Normandie	Pays de la Loire	PACA, Corse
92	98	94	95	94	93	94	93	93	92	94	90
94	95	90	94	92	94	95	90	92	93	94	92
86	86	91	94	91	93	90	91	93	91	91	90
88	91	87	91	91	92	91	91	91	90	91	89
80	85	82	85	88	85	84	82	83	81	84	82
79	79	80	86	83	78	83	78	79	80	81	82
53	50	49	51	50	50	46	52	49	50	49	51

3 | *Les grands enseignements*

Un sentiment généralisé de déclin des territoires en France, qui se manifeste à travers la disparition des services publics et des services de santé, et dont la mondialisation et ses conséquences (délocalisations, désindustrialisation) sont perçues comme la cause première.

Un sentiment généralisé de déclin des territoires en France, mais que l'on juge toujours plus fort en dehors de son propre territoire.

83% des interrogés considèrent que « certains territoires en France sont en déclin », dont plus d'1/4 (27%) « oui, tout à fait ». 2/3 (67%) considèrent ensuite que « de nombreux territoires sont en déclin », dont 22% « oui, tout à fait ». En revanche, seuls 39% estiment que le territoire où ils habitent est en déclin, dont 11% de « oui, tout à fait ».

Le déclin des territoires se ressent donc dans une impression générale française, tandis que la réalité de son territoire apparaît, pour ses habitants, loin du déclin exprimé au niveau national.

Dans le détail, l'impression selon laquelle « de nombreux territoires en France » seraient en déclin est fortement portée par les régions du Centre-Val-de-Loire, des Hauts-de-France et de la Normandie, à hauteur de 72% (+5 points par rapport au global), tout comme la perception du déclin de son propre territoire (respectivement 47%, 49% et 44% contre 39% au global). Ceci s'explique en grande partie par le fait que ces régions du Nord de la France ont été historiquement les plus touchées par la fermeture de nombreux sites industriels et par les délocalisations massives ainsi que par l'arrêt de l'activité minière, conduisant ces régions à un fort taux de chômage, à un appauvrissement généralisé de la population et à un fort sentiment de déclassement. Les régions Bourgogne-Franche-Comté (47%) et Grand Est (46%) - anciennement fer de lance de la métallurgie et de la sidérurgie - sont également surreprésentées.

De ce fait, dans les Hauts-de-France comme en Normandie ou en Centre-Val-de-Loire, c'est au sein des catégories modestes et des catégories pauvres que ce sentiment de déclin vis-à-vis de son propre territoire est le plus fort (54% à 59%). Les sympathisants de la droite radicale et du Rassemblement National sont également surreprésentés (68% dans les Hauts-de-France). Plus précisément encore, les départements de la Somme (64%), de l'Orne (58%), du Cher (73%) et l'Indre (86%) sont les plus impactés par ce sentiment de déclin vis-à-vis de leur propre territoire.

A l'inverse, la Bretagne (24%) et l'Auvergne-Rhône-Alpes (24%) semblent constituer les régions les plus épargnées par ce sentiment, profitant en effet d'une forte activité économique issue d'une part de l'activité de pêche et de l'ouverture sur le commerce maritime avec les pays de l'Union Européenne, d'autre part par la vallée du Rhône, constituant un axe commercial majeur en France.

Un sentiment généralisé de déclin des territoires en France, qui se manifeste à travers la disparition des services publics et des services de santé, et dont la mondialisation et ses conséquences (délocalisations, désindustrialisation) sont perçues comme la cause première.

Le déclin des territoires est avant tout caractérisé par le départ des services publics et des services de santé, devant les problématiques économiques tels que le pouvoir d'achat ou la hausse du chômage.

57% des interrogés citent les déserts médicaux comme élément qualifiant le mieux le déclin des territoires, dont 32% en première citation. Le départ des services publics arrive en deuxième position avec 39% des opinions, dont 17% en première citation.

La baisse du pouvoir d'achat constitue le troisième qualificatif pour 32%, dont 16% en première citation, devant la hausse du chômage (27% dont 13% en première citation).

La désertification des centres-villes n'est ensuite citée que par ¼ des interviewés (24% dont 11% en premier), et le recul de la solidarité arrive en dernière position avec 10% de citations donc seulement 4% en premier. Enfin, 4% citent un autre élément et 3% aucun de ces éléments.

On identifie donc ici clairement l'importance accordée à la présence du service public et plus généralement des services de proximité et de santé, et encore plus fortement chez les habitants des communes rurales (63% citent les déserts médicaux +6pts vs l'ensemble et 43% citent le départ des services publics, +4pts vs l'ensemble).

Dans le détail, c'est en Nouvelle-Aquitaine, en Bourgogne-Franche-Comté, en Centre-Val-de-Loire, en Normandie et en Pays-de-la-Loire que les déserts médicaux sont davantage cités (63% à 68% contre 57% au global). Les habitants de la région Hauts-de-France, dont près de 10% vit dans le « halo de la pauvreté » selon l'INSEE, caractérisent davantage le déclin par la baisse du pouvoir d'achat (+10 points par rapport au global, en 2^{ème} position sur le classement régional), ou encore la hausse du chômage (36%, +9 points par rapport au global et en 3^{ème} position sur le classement régional).

Un sentiment généralisé de déclin des territoires en France, qui se manifeste à travers la disparition des services publics et des services de santé, et dont la mondialisation et ses conséquences (délocalisations, désindustrialisation) sont perçues comme la cause première.

Les conséquences de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie sont perçues comme les principaux éléments à l'origine du déclin des territoires.

Près des ¾ des Français (71%) citent la fermeture des principales industries et les délocalisations comme élément à l'origine du déclin des territoires, dont 48% en première citation, soit presque 1 Français sur 2.

Loin derrière, la concurrence des grandes métropoles et le passage à une concurrence économique internationale sont citées 34% des répondants, dont respectivement 13% et 11% en première citation. Le déficit public, phénomène impactant directement le budget mis à disposition des régions et des départements pour l'aménagement des territoires, est ensuite cité par 29% des répondants, dont 14% en première citation. Dans une autre mesure, 14% citent le développement du numérique dont 5% en première citation, puis 5% un autre élément et 5% aucun de ces éléments.

Dans le détail, la concurrence des grandes métropoles est davantage mise en avant par les populations de la région Auvergne-Rhône-Alpes (41%, +7 points par rapport au global), et encore davantage par les habitants des départements de Savoie et de Haute-Savoie (53% et 54%) – la capitale régionale lyonnaise concentrant la majorité de l'activité économique de la région et étant directement concurrencée par Paris, à seulement 2h de train. Dans la même logique, les habitants du Grand Est valorisent de façon plus prononcée le passage à une concurrence économique internationale (40%, +6 points), notamment favorisée par la position géographique stratégique de la région – Strasbourg constituant une ville au carrefour des échanges européens avec l'Allemagne et les pays de Nord de l'Europe. Ce score est d'ailleurs particulièrement porté par les habitants du département de la Moselle, frontalier de l'Allemagne (63%, +23 points par rapport au score régional et +29 points par rapport au global).

Comme l'écrivent Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely dans *La France sous nos yeux, Economie, paysages et nouveaux modes de vie*, « **le passage d'un système économique organisé et pensé autour des activités de production à un modèle centré sur la consommation, le tourisme et les loisirs constitue un évènement déterminant, aux conséquences multiples.** » Il apparaît donc logique que la mécanique de désindustrialisation amorcée dans les années 1980, faisant passer le secteur industriel de 24% du PIB à 10% en 2019 et qui constitue ce qu'ils qualifient de « **Grande Métamorphose** » modifiant profondément l'économie des territoires, la valeur du travail et les modes de vie et de consommation de ses habitants, résulte *in fine* en un sentiment de déclassement et à un déclin inévitable des territoires.

Dans ce contexte, les Français manifestent un fort attachement à l'industrie française, et reconnaissent le rôle révélateur de la crise sanitaire quant à l'ampleur et la gravité de la désindustrialisation du pays.

On observe un fort attachement des Français à l'industrie française et au « Made in France » puisque respectivement 88% et 89% d'entre eux déclarent y être attachés, dont 41% et 47% « très attachés ».

Cet attachement s'explique non seulement par le passif prospère et central de ce secteur précédemment évoqué, mais se manifeste aujourd'hui encore dans la bonne image dont jouit l'industrie française. Ainsi plus de 9 Français sur 10 s'accordent sur le fait que l'industrie française est importante pour l'activité économique des territoires (94%, dont 56% de « tout à fait d'accord »), qu'elle fabrique des produits de qualité (92% dont 41% de « tout à fait d'accord »), qu'elle fait partie du patrimoine français (91% dont 46% de « tout à fait d'accord »), ou encore qu'elle est une fierté pour les régions (90%, dont 41% de « tout à fait d'accord »). Dans une moindre mesure, 86% estiment que l'industrie française valorise les savoir-faire (dont 37% de « tout à fait d'accord »), et qu'elle participe au rayonnement international de la France (85%, dont 38% de « tout à fait d'accord »).

Mais une proportion significative de Français s'accorde également sur l'aspect décliniste de la filière industrielle française. Ainsi, 91%, dont 45% de « tout à fait d'accord » considèrent qu'elle a perdu de nombreux emplois depuis plusieurs années, entraînant une hausse du chômage. 83% affirment également que l'industrie française est en déclin depuis plusieurs années (dont 31% de « tout à fait d'accord »), ou encore qu'elle est en perte de vitesse par rapport à ses voisins européens (76%, dont 24% de « tout à fait d'accord »).

Une minorité de Français (35%) considère en revanche que l'industrie française est source de nuisances pour le territoire, dont 8% « tout à fait d'accord ». Ce score est davantage porté par les habitants des régions Île-de-France et Hauts-de-France, qui sont parmi les régions les plus industrialisées du territoire français. Plus particulièrement, c'est au sein des départements des Hauts-de-Seine (44%), des Yvelines (45%), de Paris (47%) ou encore du Pas-de-Calais (48%) que l'agrément vis-à-vis des nuisances est le plus élevé – les activités industrielles ayant particulièrement impacté les paysages et l'aménagement de ces territoires. Ces départements n'en demeurent pas moins fortement attachés à l'industrie française, incarnant l'exemple même du phénomène NIMBY, (*Not in my Backyard*).

Enfin, 93% des Français, dont une majorité (54%) « tout à fait d'accord », considèrent que la crise du covid-19 a mis en lumière les conséquences, notamment sociales, de la désindustrialisation du pays. Pour Jérôme Fourquet et Jean-Laurent Cassely, la crise sanitaire, avec les pénuries de production de masques, de gels ou de respirateurs, a constitué un « révélateur, au sens chimique du terme, de l'ampleur de la désindustrialisation du pays ».

A ce titre, la lutte contre le déclin des territoires français et pour la réindustrialisation du pays constitue un enjeu prioritaire pour les Français, en attente de solutions concrètes.

¾ des Français (76%) considèrent que la lutte contre le déclin des territoires n'est pour le moment pas assez évoquée par les candidats dans la campagne pour l'élection présidentielle de 2022, et la Normandie se démarque encore plus fortement (81%). 20% considèrent par ailleurs qu'elle est suffisamment évoquée, et ce score atteint 24% en Île-de-France – territoire pour autant moins concerné par ces enjeux tant la région capitale concentre les dynamiques économiques et industrielles du pays. Enfin 4% seulement considère que l'enjeu est trop évoqué.

En parallèle, **la quasi-totalité des Français (95%) estime que la réindustrialisation du pays devrait constituer une thématique prioritaire ou importante de la campagne présidentielle, dont 43% « prioritaire »**. Ce dernier score est ici porté par les habitants des régions Grand Est (49%), Bretagne (52%), Centre-Val-de-Loire (51%) et Normandie (49%). Plus précisément, **il semble exister une corrélation entre le sentiment de déclin vis-à-vis de son territoire et le caractère jugé prioritaire de la réindustrialisation de la France**, puisqu'ici, les départements de l'Orne en Normandie (74%) et de l'Indre en Centre-Val-de-Loire (61%) sont à nouveau surreprésentés.

Invités à se positionner sur les conséquences qu'entraînerait la réindustrialisation du pays, plus de 9 Français sur 10 s'accordent sur des retombées positives : 93% estiment ainsi qu'elle entraînerait une augmentation de l'activité économique sur le territoire (45% « tout à fait d'accord »), de concert avec l'idée de créations d'emplois, notamment pour les jeunes, entraînant une baisse du chômage (93% dont 50% « tout à fait d'accord »). 91% considèrent ensuite que cela garantirait l'indépendance économique de la France (dont 45% « tout à fait d'accord »), une relance de l'innovation pour 91% dont 39% « tout à fait d'accord », ou encore un rééquilibrage de la balance commerciale de la France pour 90% dont 34% « tout à fait d'accord ».

Dans une moindre mesure, 80% estiment également que cela conduirait à une baisse de la dette de l'Etat et des régimes de solidarité (dont 27% « tout à fait d'accord »), 62% y entrevoit une retombée négative, celle de la hausse des prix des biens de consommation (16% « tout à fait d'accord »).

A ce titre, la lutte contre le déclin des territoires français et pour la réindustrialisation du pays constitue un enjeu prioritaire pour les Français, en attente de solutions concrètes.

Enfin, la dégradation des conditions de travail constitue la seule affirmation à obtenir un score minoritaire dans l'opinion publique, avec seulement 27% d'agrément dont 8% « tout à fait d'accord ». Les habitants des Hauts-de-France sont ici surreprésentés, et plus particulièrement les habitants du département de la Somme (37%, +5 points), les ouvriers (57%, +25 points) et les chômeurs (56%). Ceci pourrait s'expliquer par le fait que ces territoires sont historiquement marqués par des activités économiques impliquant une pénibilité du travail plus importante (dans les mines, dans les usines) que dans d'autres régions où le tertiaire s'est développé plus massivement. La crainte d'un retour à des conditions de travail encore plus précaires et d'un rythme de travail plus soutenu, dans un souci de maintien des coûts du fait de la mondialisation et de la concurrence internationale, crée ainsi les conditions dans cette région d'un agrément plus fort à cette retombée négative de la réindustrialisation.

S'agissant des moyens nécessaires à la réindustrialisation de la France, plus de 9 Français sur 10 s'accordent à nouveau sur la nécessité de développer de nouvelles compétences à travers le renforcement de la formation et l'adaptation du système éducatif (93% dont 45% « tout à fait d'accord »), et sur la valorisation de labels type « Made in France » ou « Made in Europe » pour garantir de savoirs-faires uniques et de bonnes conditions de production (93% dont 46% « tout à fait d'accord »). 90% considèrent également que cela nécessite une implication forte de l'Etat (dont 41% « tout à fait d'accord ») et de l'investissement dans les industries de pointe (dont 38% « tout à fait d'accord »).

Dans une moindre mesure, plus de 8 Français sur 10 s'accordent sur la nécessité de réduire les charges des entreprises (83% dont 32% « tout à fait d'accord ») et de moderniser le droit du travail (80% dont 28% « tout à fait d'accord »). Enfin, près d'1 Français sur 2 (51%, dont 12% « tout à fait d'accord ») considère qu'il est nécessaire de favoriser les investissements étrangers.